



Atelier de restitution
Mise à jour de l'Etude Diagnostique
sur l'Intégration du Commerce
(EDIC)

République Démocratique du Congo

Kinshasa, 13 et 14 Novembre 2019



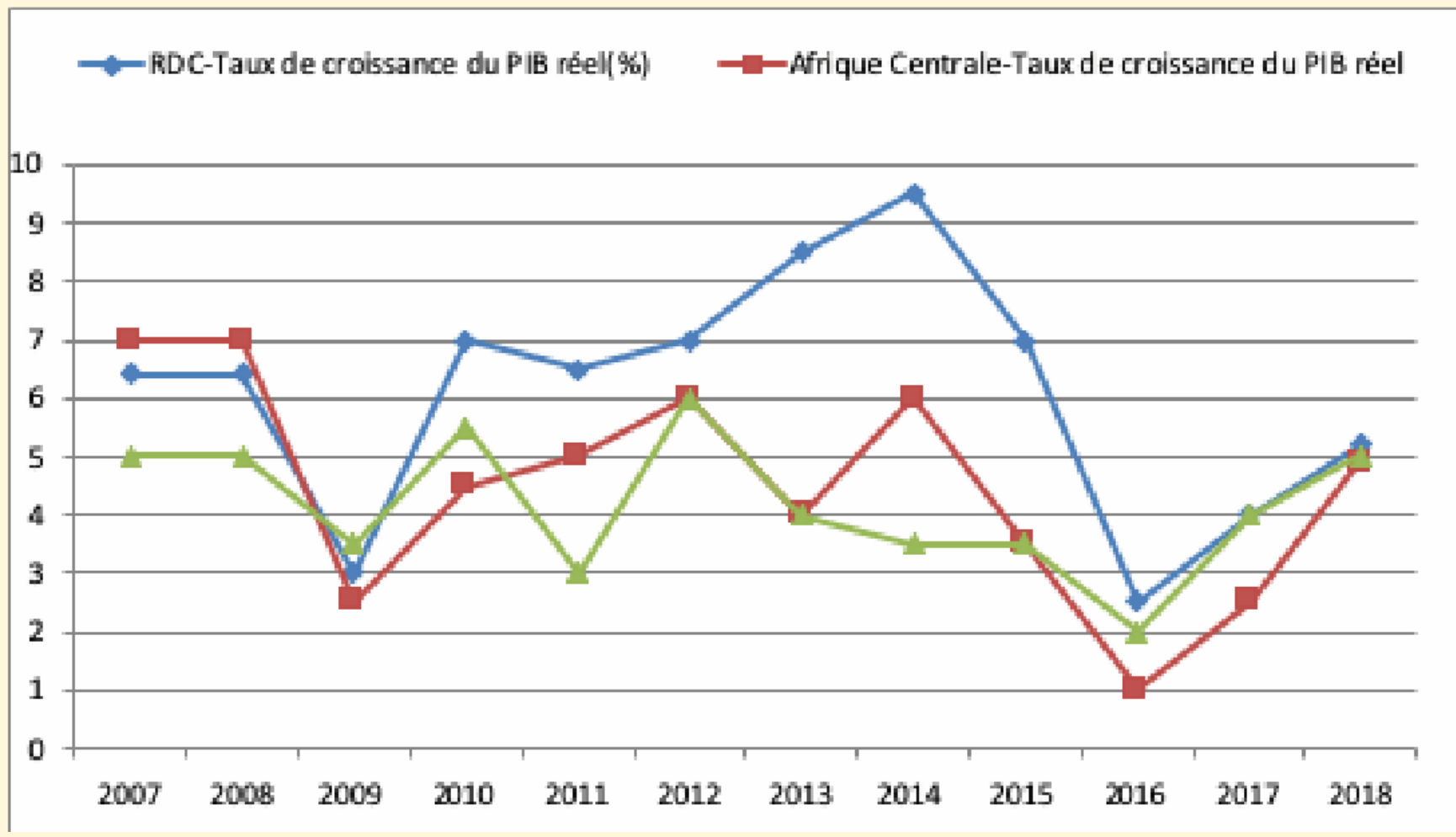
Thème 1

**Amélioration du cadre réglementaire et
institutionnel d'appui au développement
du commerce et de l'investissement**

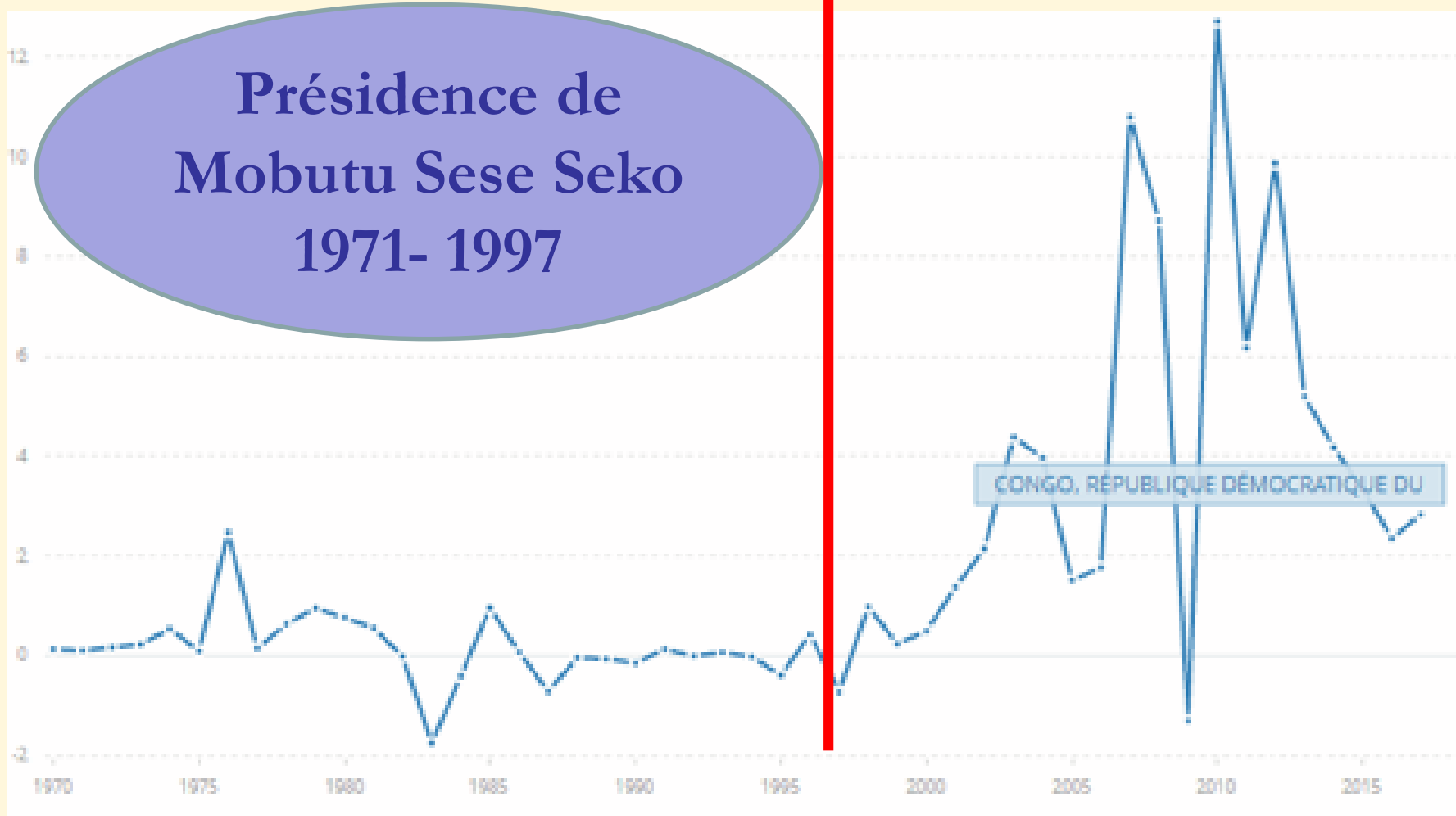


Le climat des affaires et les institutions de promotion du secteur privé

L'environnement économique s'améliore

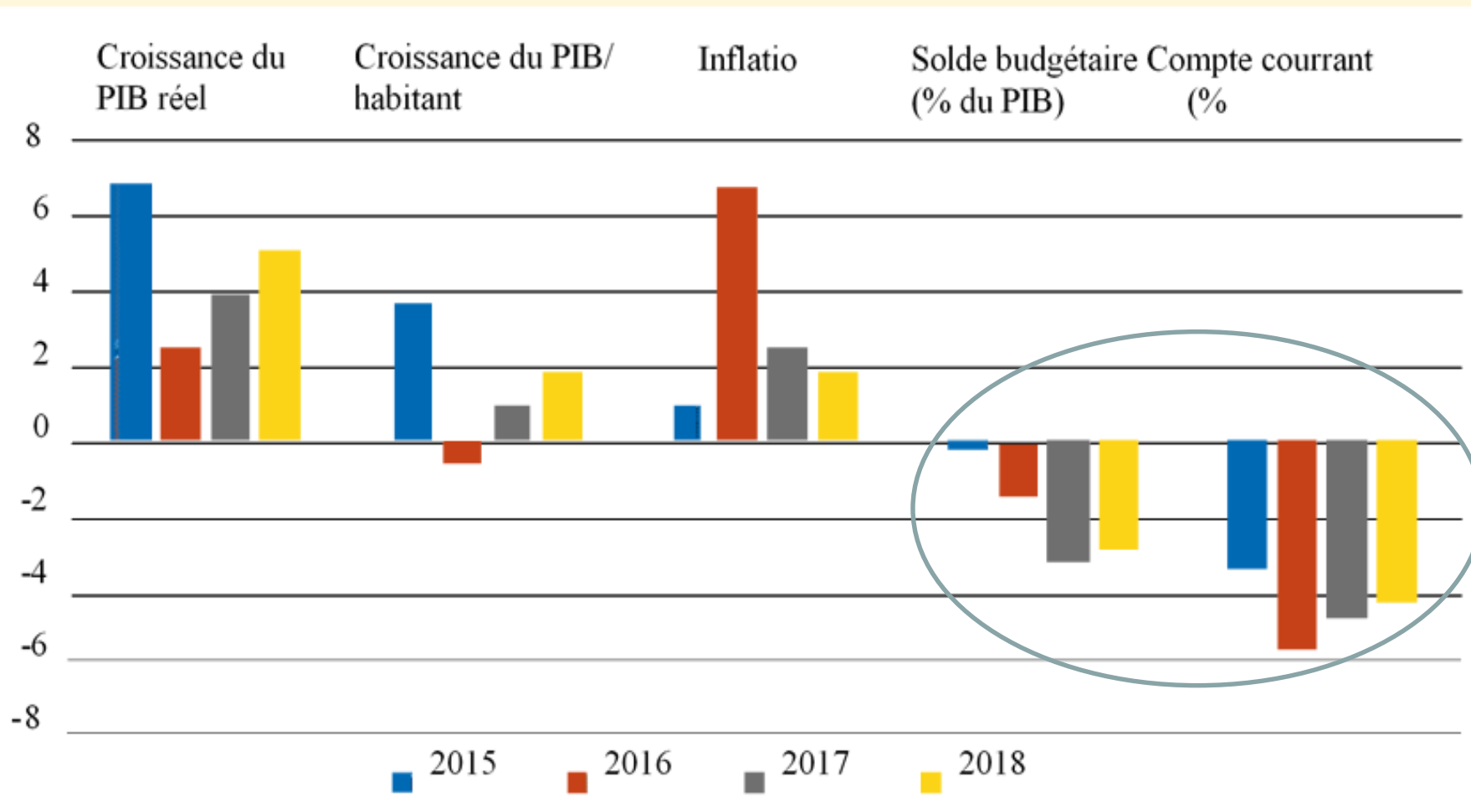


Fin des années 90, Reprise des IDE





Performances macroéconomiques mieux orientées





Mais le mieux est l'ennemi du bien...

- ❑ Les sources de la croissance restent peu diversifiées, forte concentration des exportations (cuivre, cobalt).
- ❑ Haut degré d'informalité de l'économie, peu d'entreprises modernes dont 80 % de PME,
- ❑ Sortir de la dollarisation appelle une confiance qui n'est pas encore au rendez-vous
- ❑ Plus de 50 % de la population vit dans la pauvreté multidimensionnelle, dont 36,7 % dans une pauvreté sévère (PNUD, BAD).

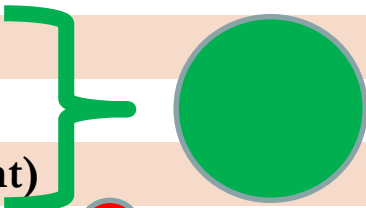


Mais le mieux est l'ennemi du bien...

- ❑ La politique commerciale a connu une simplification des droits *ad valorem*, mais des restrictions non tarifaires subsistent
- ❑ La code des marchés publics rencontre des problèmes d'application
- ❑ Adhésion au système OHADA (2012) et signature de la convention de New-York, en 2014, pour les litiges internationaux, mais les IDE restent peu diversifiés

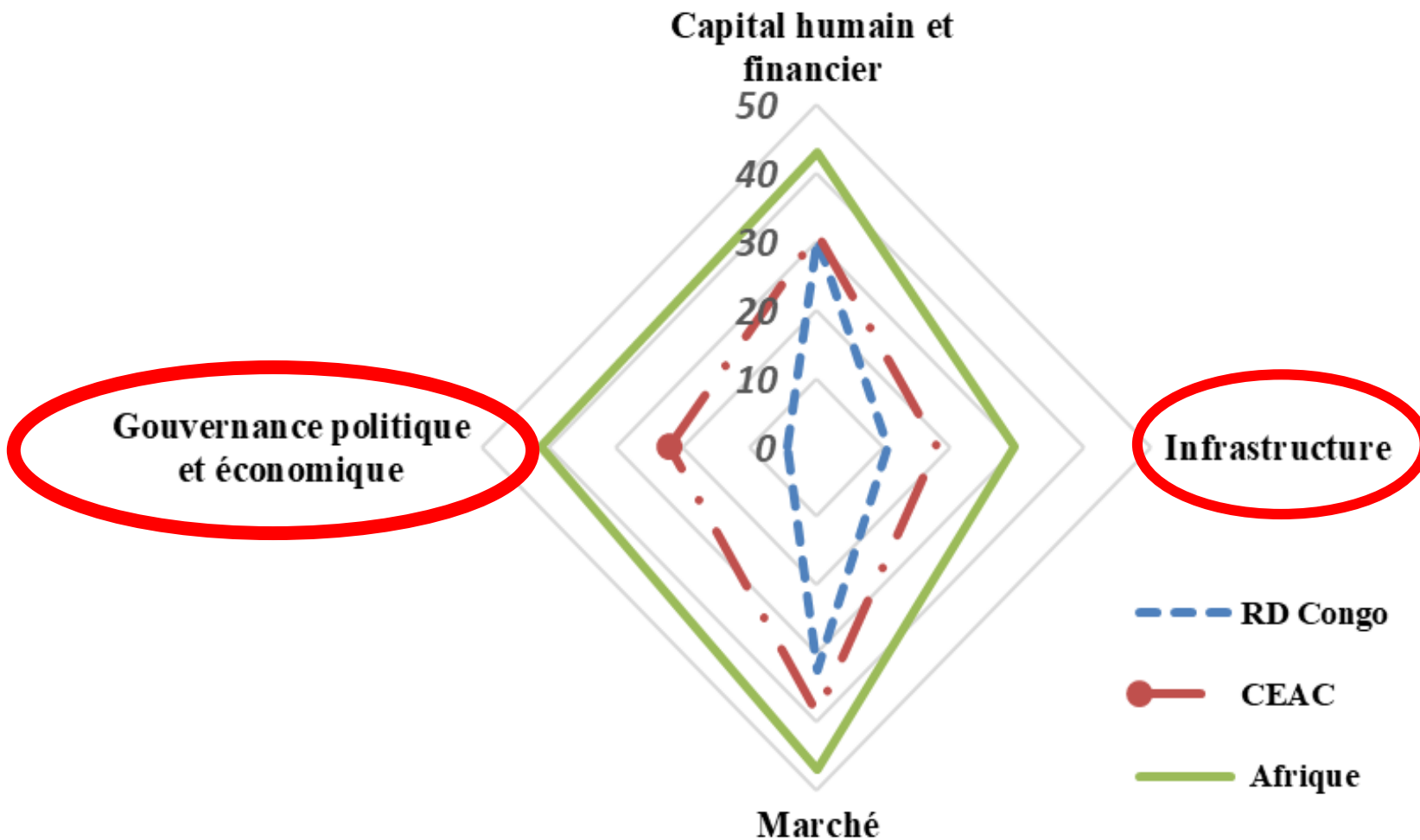
Climat des affaires et les institutions

	Rang mondial DB 2012	Rang mondial DB 2019
Facilité des affaires	178/183	184/190
Création d'entreprise	148	62
Nombre de jours	65	7
Coûts (% du revenu par habitant)	551,4	26,7
Octroi de permis de construire	77	165
Nombre de jours	117	122
Accès à l'électricité	145	174
Coûts (% du revenu par habitant)	28 801	14 195
Nombre de jours	58	44
Enregistrement de la propriété	121	156
Obtenir de crédits	174	144
Protection des investisseurs	155	165
Paiement des impôts et taxes	165	180
Taux d'imposition des bénéfices	339,7	54,6
Exécution des contrats	170	178
Nombre de jours	610	610
Pourcentage	151,8	80,6
Solution à l'insolvabilité	166	168



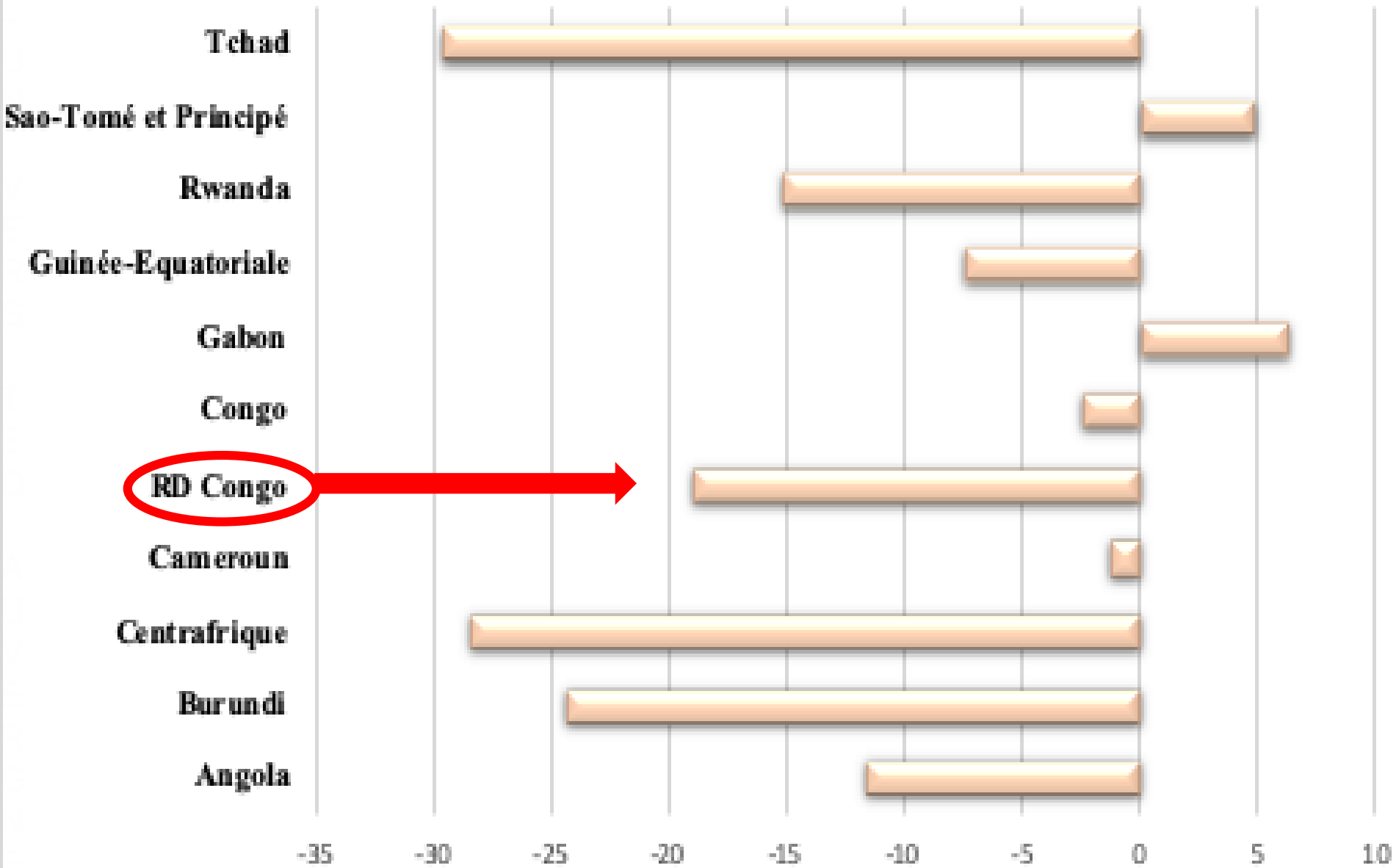


Attractivité en 2016 (Score de performance 0 à 100)



Infrastructure en 2016: écart à la performance africaine moyenne

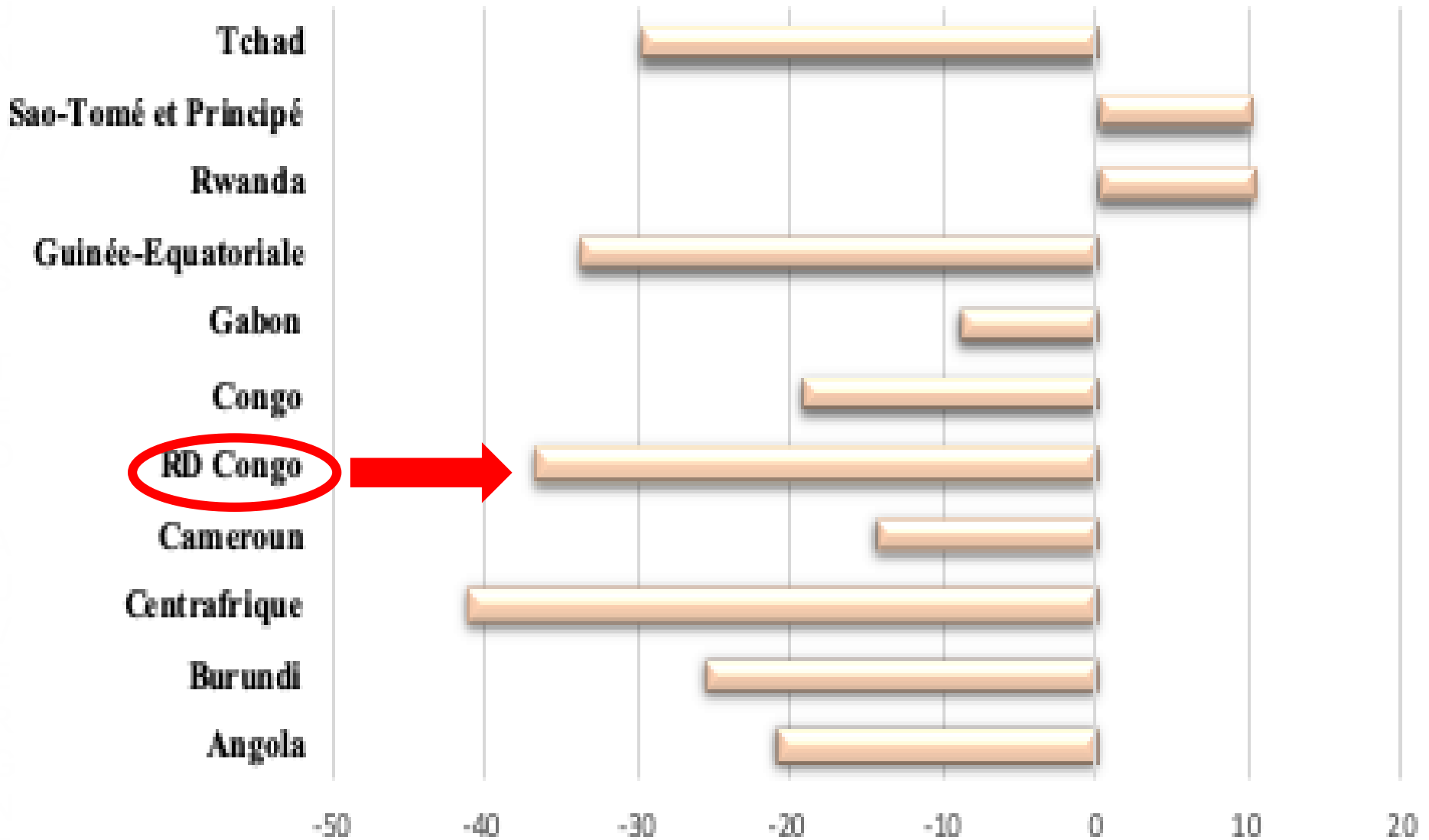
(Score de performance de 0 à 100)



Gouvernance politique et économique en 2016

Ecart à la performance africaine moyenne

(Score de performance de 0 à 100)





Institutions publiques et promotion du privé

- ❑ Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) : elle a noué un bon partenariat avec le FEC et doit poursuivre dans la voie de la création en ligne des entreprises, susciter l'amélioration du classement *DB*, s'impliquer davantage dans l'identification des investisseurs
- ❑ Guichet Unique de Création d'Entreprises (GUCE) évaluer son efficacité dans le renforcement du tissu des entreprises et la base d'emplois durables. Qu'est ce qui se passe au-delà de l'auto-entreprenariat ?



Cadre juridique et institutionnel

- ❑ Le Code des investissements
 - Réviser les dispositions du Code en tenant compte des secteurs et Provinces, mais aussi des investissements additionnels réalisés sur un site existant.
- ❑ Le Code des assurances (libéralisation en 2015)
 - Rompre de manière effective avec le monopole SONAS
- ❑ Mode de résolution des conflits

Améliorer l'efficacité de la justice étatique (incertitude et délais) ; développer la justice non étatique. Établir un premier bilan des procédures non juridictionnelles (CAC, CENACOM)



Cadre juridique et institutionnel

- ❑ La loi sur la sous-traitance est discutable (2017)
- Préciser les dispositions de la loi et entreprendre une évaluation à deux ou trois ans de ses implications pour l'exportation de concert avec la FEC.
- Evaluer l'opportunité de créer une bourse de la sous-traitance. En bonne logique celle-ci aurait dû précéder le dispositif de la loi .
- Envisager les implications au niveau de codes sectoriels, mieux à même de servir les finalités de la loi.



Cadre juridique et institutionnel

- Renforcement du marché par la concurrence
- Réduction progressive et limitation totale des logiques d'encadrement des marges des entreprises en situation de concurrence.
- Réserver les contrôles de l'administration publique aux biens où le risque de pouvoir de marché est avéré.
- Publier le décret portant création de la Commission de la Concurrence.



Institutions et commerce extérieur

Agence Nationale de la Promotion de l'Exportation

- Préférable de commencer par renforcer les services d'exportation du Ministère du commerce extérieur.
- Si l'ANAPEX devait être créée, l'assurer de moyens suffisants.
- Souhaitable de la focaliser sur quelques objectifs, sur quelques secteurs d'activité ciblés
- Suivi-évaluation efficace.
- La taille de la RDC justifierait une couverture provinciale, mais éviter le saupoudrage sur de nombreuses structures. Capitaliser sur ce qui se passe à Kinshasa



Zones économiques spéciales

- Le pôle de compétitivité de Maluku n'est toujours pas en fonction depuis 2008 et le Décret n°12/021 du 16 juillet 2012 veut en faire un projet pilote pour d'autres zones nationales
- Le gouvernement de la RDC vient de recruter un aménageur pour la ZES pilote de Maluku.
- Augmenter graduellement le nombre de ZES avant implantation dans d'autres régions. Constitution d'un tableau de bord mettant en évidence les coûts et bénéfices sociaux pour la collectivité.



Le coût des facteurs et la problématique d'intégration à l'économie mondiale



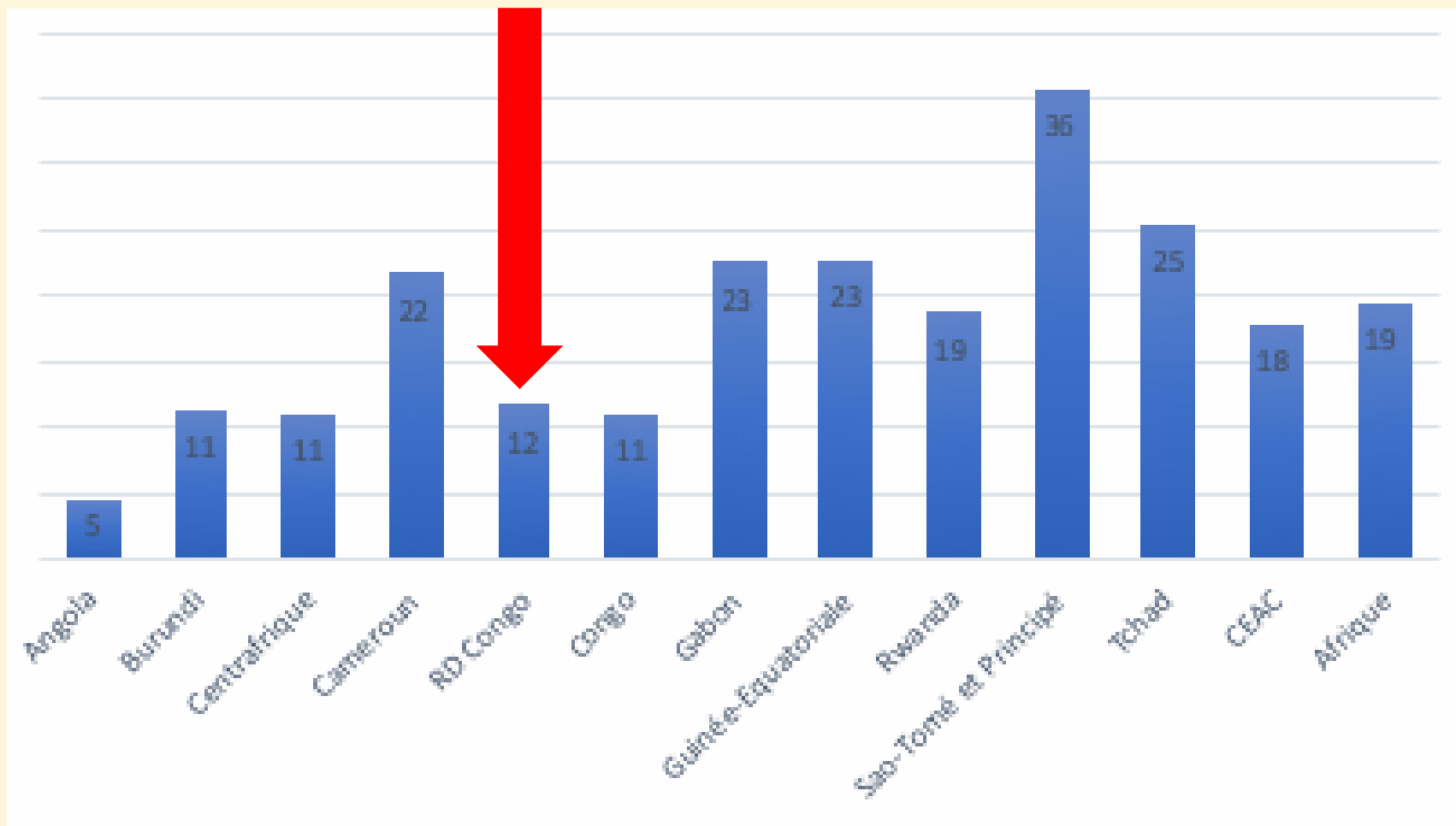
Compétitivité coûts

❑ Faux problèmes

- Par la dollarisation, le *Franc Congolais* non affectée par une surévaluation qui serait à l'origine d'un problème compétitif.
- Les *salaires nominaux* plutôt faibles. Un caissier congolais dans le commerce moyenne surface perçoit un salaire de 65 USD par mois: près de 3 fois inférieur à la moyenne CEEAC, plus de 2 fois inférieur à celui de la moyenne africaine.
- Éviter de trop réglementer les salaires. L'État doit se contenter d'un SMIG pour le travail non qualifié et s'en remettre aux entreprises pour la fixation des autres salaires
- Le coûts du KWh d'électricité est de l'ordre de 12 cents, comparables aux meilleurs prix de la régions



Le prix de l'électricité en Afrique





Compétitivité coûts

❑ Obstacles et ébauches de solution

- **Coût du travail.**

-La réduction de son coût passe moins par le nominal en dollar que par l'augmentation de la productivité qui dépend de l'environnement institutionnel général et de la formation

- Les conditions d'emploi des étrangers sont trop réglementées. Ce recours apparaît comme une conséquence des défaillances du système d'éducation et formation professionnelle

- Auditer l'INPP. Élargir probablement sa cible de formation : apport à la diversification de l'économie, incitation à monter sur la formation continue d'agents de maîtrise où le recrutement national des entreprises s'avère difficile.



Compétitivité coûts

❑ Obstacles et ébauches de solution

• Coût du financement

-L'accès au financement, contrainte majeure. La confiance fait défaut, ce dont témoigne le faible niveau de bancarisation.

- Le développement du crédit dépend de l'environnement institutionnel externe et de la capacité interne des entreprises

- Les relations de sous-traitance entre les entreprises peuvent inciter à développer les relations avec les grande entreprises et construire de nouvelles relations entre PME et banques.

-Encourager le financement des partenaires techniques et financiers.

Rôle de signal en octroyant un prêt, en prenant des participations dans le capital, en apportant des garanties



Compétitivité coûts

□ Obstacles et ébauches de solution

- La fiscalité

- Fusionner les services collecteurs *d'impôts et taxes* pour le compte de régies financières et paiements en ligne

- Réduire le nombre d'impôts et taxes: supprimer les perceptions redondantes, illégales, sans contrepartie - -

- Encadrer la procédure des avis à tiers détenteurs (ATD). Bloquer le compte à hauteur du montant dû

- Réviser à la *baisse les taux* de certains impôts et *réévaluer* certains autres: impôt mobilier, impôt foncier, impôt sur le revenu professionnel des nationaux et des expatriés...



Compétitivité coûts

□ Obstacles et ébauches de solution

- **L'électricité**

-Au delà du prix nominal, il y a la qualité du service. Les équipements de production et les infrastructures de transport ou de distribution vétustes. Même les installations d'Inga, plus récentes, affectées par des déficiences qui occasionnent des délestages coûteux.

-La grille tarifaire devrait être plus évolutive et refléter les coûts avec moins de distorsions dans la structure des prix.

-Éliminer les délestages. Des prix bas et une mauvaise qualité de distribution obligent à une production pour compte propre



Compétitivité coûts

□ Obstacles et ébauches de solution

• L'électricité

-Revoir le contrat de performance de la SNEL, transformée en société commerciale, en 2011.

-L'EDIC de 2010 indiquait le principe d'une gestion privée pour une amélioration durable des performances. Une vision stratégique du secteur est à reformuler.

-Promouvoir les PPP pour la construction et la réhabilitation des certaines centrales hydroélectriques.

-Rendre opérationnelle l'Autorité de Régulation de l'Électricité (ARE) et de l'établissement public en charge du financement de l'électrification en milieux rural et périurbain (ANSER).



Compétitivité coûts

❑ Obstacles et ébauches de solution

- **Télécommunications**

- Promulguer la loi sur les télécommunications (haut débit)
- Incitations fiscales pour investir en zones blanches
- Évaluer la pression fiscale sur la téléphonie mobile.
- Procéder à un audit de l'ARPTC, de l'efficacité de son action

- **Transports**

- Sécuriser les ressources allouées au FONER
- Encourager le lancement de nouveaux PPP
- Évaluer les options de désengagement des ports par Concession et l'incidence du contrat CVM et Dredging international

UNCTAD

PROSPERITY FOR ALL

www.unctad.org



UNITED NATIONS
UNCTAD